



Déclaration liminaire intersyndicale au Comité Technique Local du 20 janvier 2015

Cette année la DGFIP va subir une baisse de son budget de 2,2% et 2000 suppressions d'emplois, coupes franches qui s'inscrivent directement dans le cadre du pacte de responsabilité (d'austérité) prévoyant 50 milliards d'économie sur plusieurs années afin de financer des dispositions fiscales favorables aux entreprises, notamment le CICE, dispositif dont l'efficacité est très loin d'être avérée.

Rappelons que depuis sa création, la DGFIP aura perdu 13 354 emplois et les services doivent fonctionner en plus avec des budgets en baisse constante. Les agents de la DGFIP ne comprennent pas que d'un côté, l'État employeur ne leur donne pas les moyens d'exercer correctement leur mission de service public, alors que d'un autre côté l'efficacité de la dépense publique, s'agissant du CICE, n'est ni contrôlée ni même évaluée.

Dans le même temps, les personnels subissent pour la 5ème année consécutive le gel de leur traitement et la diminution de 50 % des possibilités de promotions, preuve que leurs efforts ne sont pas justement reconnus.

Pour nous, il ne suffit pas de déclarer que les succès de la DGFIP reviennent aux agents, mais encore faut-il que l'Administration puisse leur donner des perspectives de déroulement de carrière et de promotion sociale, ce qui actuellement apparaît comme étant de plus en plus compromis pour la plupart d'entre eux.

Dans un tel contexte, l'application en 2015 de nouvelles suppressions d'emplois et de restrictions budgétaires qui aboutiront inmanquablement à amplifier encore la dégradation des conditions de travail, est absolument intolérable.

Nous maintenons que les pouvoirs politiques de tout bord ont mis en place une destruction systématique des emplois de la DGFIP, en s'appuyant sur des gains de productivité anticipés et amplifiés qui ont pour conséquence aujourd'hui de rendre l'exercice normal des missions quasi impossible dans bon nombre de postes et services.

Il faut rappeler que le Val d'Oise a déjà subi la perte d'1/4 de son effectif depuis 2008.

Nous ne pouvons que dénoncer les solutions imaginées par l'Administration pour tenter d'endiguer ce phénomène, qui consistent notamment à multiplier les fermetures des petites unités pour préfigurer le réseau de demain dans le cadre d'un maillage territorial resserré. Cette logique de resserrement a déjà commencé (fermeture des Trésoreries de Vigny et de Garges Collectivités, création d'1 pôle PCR et PCSP sur le département en remplacement des cellules FI et CSP).

Concernant la création du PCR et PCSP, nous dénonçons l'attitude de mépris de notre Direction vis à vis de l'ensemble des agents concernés. Sur la forme et sur le fond, le ressenti des collègues se traduit par du mépris. C'est un passage en force en terme de délais et d'information. Sur le fond, d'autres choix auraient pu être envisagés et discutés. Aujourd'hui, la concertation et le dialogue social n'existent pas dans le Val d'Oise à tous les niveaux. Résultat : les agents sont au pied du mur avec un sentiment de mépris...

Dans un environnement de plus en plus difficile, c'est un mauvais signe envoyé à tous les agents du département pour les futures restructurations de la DDFIP 95.

Autres solutions imaginées par l'Administration pour concilier les missions avec les suppressions d'emplois, qui en menacent l'exercice normal : la déclinaison départementale de la note de cadrage nationale visant à diminuer l'amplitude de l'ouverture au public des postes comptables.

Alors que l'accueil physique était prôné comme un des enjeux majeurs de la fusion, force est de constater que de suppressions d'emplois en suppressions d'emplois, cet accueil du public est devenu de plus en plus ingérable dans l'ensemble du réseau. Cette situation intenable a conduit bon nombre de Directions à aménager des baisses d'horaires d'ouverture à la demande des chefs d'unités et de leurs agents et à fermer une à deux demi-journées par semaine.

Nous sommes parfaitement conscients des difficultés que rencontrent nos collègues sur le terrain et la dégradation des conditions de travail qu'elles entraînent, mais il est clair que la stratégie de l'Administration aboutira à la disparition d'une partie du réseau.

Depuis déjà un certain temps nous posons la question, restée sans réponse à ce jour, du niveau en dessous duquel il ne serait plus possible de continuer à supprimer des emplois sans renoncer à des pans entiers de nos missions.

Au travers de la diminution de la mission "Accueil" et de son cadrage national préconisé par le Directeur Général, il apparaît clairement que le processus de réduction de la densité des missions est engagé. Les toutes récentes déclarations du même Directeur Général évoquant notamment l'axe prioritaire "d'allègement des tâches" pour des services surchargés sont révélatrices des options que comptent prendre l'Administration pour les missions de demain.

Pour nous, et sans faire un procès d'intention au Directeur Général qui évoque, comme autre axe prioritaire, le maintien d'un haut niveau d'expertise, il y a fort à parier que ces « allègements » s'inscrivent dans une évolution des méthodes de travail ne privilégiant guère plus qu'une logique industrielle des tâches.

Le Directeur général n'est d'ailleurs pas à une contradiction près et démontre à nouveau sa déconnexion de la réalité du terrain et du ressenti des agents. En effet, s'il est vrai, comme il l'indique, qu'ils ont le goût du travail bien fait, beaucoup d'entre eux ont le sentiment que cette valeur est sacrifiée face à l'ampleur des charges de travail quotidiennes.

Une autre contradiction que nous ne pouvons que déplorer, tient dans la promesse de doter la DGFIP d'outils nouveaux, en garantissant des investissements supplémentaires alors que le budget va être amputé de 26 millions d'euros. A l'évidence une telle baisse n'est pas à la hauteur de l'ambition affichée de la DGFIP d'être une Administration numérique de référence.

Concernant ce comité technique local et les 24 suppressions d'emplois qui vont être infligées au réseau du Val d'Oise, il ne relève pas de notre mandat de discuter avec vous de la répartition de la pénurie mais pour autant nous souhaitons avoir vos explications quant aux critères que vous avez utilisés pour définir vos ciblage.

En conclusion, l'évocation par le Directeur Général de la place singulière de la DGFIP au sein de la République, ne nous a pas rassurée. Nous rappelons aussi que le service public de proximité est un fondement de la République.

C'est pourquoi nous continuerons de défendre et promouvoir le service public, celui à même de pouvoir répondre le mieux possible aux valeurs républicaines et aux besoins des citoyens-usagers.